

## **Renforcer nos protections sociales et mettre en oeuvre un Revenu universel d'existence**

La crise sociale liée à la crise sanitaire a souligné les manques de notre système social, en particulier la protection des jeunes et des travailleurs précaires ou non salariés. Elle remet avec vigueur sur la table la proposition phare de Benoît Hamon : le Revenu universel d'existence (RUE). Cette idée révolutionnaire prend une place de plus en plus importante dans le débat.

Pour une société plus égalitaire et pour cesser de tourner le dos aux plus précaires, nous appelons à l'action immédiate. Pour cela nous proposons un Revenu minimum garanti pour chaque adulte, sans emploi ou avec de faibles revenus, sans contrepartie et dès la majorité. Le montant, à hauteur de 60% du salaire moyen, sera au-delà du seuil de pauvreté. Ce Revenu minimum garanti sera une première étape vers la création du RUE.

### **Une grande conquête sociale à venir**

Le Revenu universel d'existence est la grande conquête sociale que la gauche et l'écologie peuvent proposer au pays. Une mesure sociale et environnementale radicalement nouvelle, de nature à instaurer une étape décisive de l'émancipation des personnes, qui permettrait à nos concitoyennes et concitoyens de choisir leur destin, qui contribuerait à changer enfin le rapport de force entre capital et travail, systématiquement défavorable à ce dernier depuis trop longtemps.

Le RUE est la réponse d'avenir à la crise sociale et à la pauvreté, aux mutations du travail et à la révolution numérique, aux crises sanitaires et environnementales, et à l'exigence démocratique qui impose de donner un sens nouveau à notre rôle de citoyennes et de citoyens.

Car des changements radicaux nous obligent aujourd'hui à faire l'inventaire de nos échecs et à penser différemment la redistribution des richesses et la justice sociale :

- L'impasse de l'anthropocène suppose un changement radical de notre modèle de développement. Cela signifie changer le rapport à la consommation et regarder différemment l'entreprise, non pas comme seul lieu de production et centre de profit.
- L'intensité de la révolution numérique n'a rien à voir avec ce que l'humanité a connu lors de la révolution industrielle. Aujourd'hui, nos sociétés ne sont plus en mesure de

remplacer les emplois aussi vite que la révolution numérique les détruit : 3 millions d'hommes et de femmes seront remplacé.es par des machines d'ici 2025, et cela touchera les emplois manuels ou d'exécution comme les emplois dits intellectuels.

- Cela impose qu'on repense la question du revenu non pas seulement en fonction de l'emploi rémunéré, mais aussi en fonction du travail, sous toutes ses formes.

Nous voulons désormais regarder le travail dans sa globalité. Dans nos vies, nous effectuons toutes et tous du travail, qu'il soit rémunéré ou gratuit : bénévole dans des associations, travail que reconnaît la comptabilité nationale qui le mesure en équivalent temps plein ; domestique au sein de la famille et auprès de nos proches, et nous savons la charge mentale que ce travail fait peser le plus souvent sur les femmes. Si tout travail mérite salaire, nous disons qu'avec le RUE, les différentes formes de travail non rémunéré doivent aussi être reconnues.

### **Le Revenu universel d'existence : une révolution sociale aux racines de Génération.s**

Nous voulons instaurer le revenu universel et qu'il devienne « *un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement.* »

Le RUE est une révolution sociale et démocratique qui œuvrera à l'épanouissement et à l'émancipation des individus. Il redonne le pouvoir de choisir à chacun et chacune, permet de contrer la pénurie de l'emploi et d'éradiquer la pauvreté. Il doit être le nouveau pilier de notre protection sociale. Ce revenu fixe, reçu quels que soient le salaire, l'assurance chômage et la retraite que l'on touche, donné donc sans exception et sans différenciation, sera une première étape pour faire renaître l'égalité entre les individus, et une véritable refondation de notre modèle social.

### **Lutter pour une revalorisation du travail : qualité et dignité**

Le RUE pose aussi la question philosophique de notre rapport au travail. Le travail rémunéré est, dans la société française, l'élément central de nos vies mais aussi la base de notre modèle social. Il détermine notre reconnaissance sociale, notre santé, notre temps libre, nos études, nos projets, et définit la valeur de nos compétences, capacités et connaissances. Mais le travail change, il subit l'impact de la révolution numérique, de la robotisation, de l'ubérisation, et le RUE doit répondre à ces changements.

La crise sanitaire a affecté le monde du travail, forçant un nombre important de travailleurs et travailleuses à s'arrêter pendant plusieurs mois. Le système social actuel n'a pu empêcher que beaucoup d'entre eux plongent dans une grande précarité. Lorsque les gouvernements ont décidé de stopper toute activité professionnelle pour protéger la santé du plus grand nombre, cela a conduit à de nouveaux usages des dispositifs de protection sociale. Notamment, le choix fait de maintenir sans contraintes les droits des allocataires RSA pendant le premier confinement a permis de revenir sur nombre d'idées reçues : les minimas sociaux ne sont pas détournés de leur objectif initial puisqu'ils remédient au non emploi avec un minimum vital (qui est bien trop faible). Cette automatisation du RSA, même sur une durée courte, a permis de tester une forme de RUE, vis-à-vis des publics sans emploi et sans allocation chômage.

Le RUE est cette révolution qui permettra de ne plus mettre le salaire au centre des préoccupations quotidiennes, tout en ne perdant plus son temps à le gagner. Sa mise en œuvre contribuera à changer les rapports de force ou rapports sociaux entre précaires et capitalistes, entre salarié.e.s et patrons, entre jeunes et parents, entre chômeur.se.s et travailleur.se.s, entre travailleur.se.s qui subissent et travailleur.se.s qui s'épanouissent. Assurer un revenu minimum à toutes et tous, c'est mettre en œuvre une revalorisation du travail. Chacun aura la possibilité de faire un réel choix professionnel, d'aller vers un travail voulu et non subi.

Le RUE permettra aussi d'avancer de nouveau vers une réduction du temps de travail quotidienne, hebdomadaire et tout au long de la vie. Ce qui exclura tout report de l'âge de la retraite, voire rapprochera à nouveau d'un âge de départ en retraite plus près de 60 ans que la réalité actuelle.

### **Lutter contre la pauvreté**

Vivre dignement est un droit fondamental.

Traditionnellement rattachée au statut du travailleur, notre protection sociale semble inefficace à protéger tous les individus, tant le monde social et salarial est chamboulé. Le RUE, donné à toutes et tous sans exception, ni démarches, mettrait fin à toutes les difficultés d'accès au RSA.

Le RUE est enfin une mesure sociale et écologique qui augmentera le pouvoir d'achat de chaque citoyenne et citoyen et leur permettra de reprendre possession de leur consommation, d'opter pour des produits de qualité, voire locaux et meilleurs pour la santé.

Ne plus se soucier d'avoir un revenu lié à l'emploi et de quoi sera fait le lendemain joue également sur le stress, les relations familiales et sociales, les addictions, l'hygiène. Les différentes expérimentations d'un revenu de base ont montré une diminution des coûts de santé, de la violence conjugale et infantile, des consommations d'alcool, de drogue ou de cigarettes. Il est aussi démontré que c'est en responsabilisant les personnes accompagnées, et non en les infantilisant, que les plus beaux parcours se construisent.

### **Un revenu pour les jeunes : une priorité**

Aujourd'hui, le RSA exclut les jeunes de moins de 25 ans, sauf lorsqu'ils et elles sont parents ou déjà très inséré.es sur le marché du travail. Alors que la crise sanitaire a aggravé la vulnérabilité de la jeunesse, la proposition de loi accordant le RSA aux moins de 25 ans a été refusée en janvier 2021. Pourtant, il est impensable au XXI<sup>e</sup> siècle de devoir encore imposer un travail aux étudiant.e.s, au mépris de la réussite de leurs études.

Pour la réussite des jeunes et leur avenir professionnel, pour réduire les inégalités sociales dans l'accès aux études supérieures comme dans la réussite universitaire, il est primordial d'instaurer un revenu minimum clair et simple d'accès.

Depuis mai 2020, le nombre de jeunes au chômage ou en grande précarité a explosé. Le recours contraint à une solidarité familiale parfois hasardeuse, les place à nouveau en situation de dépendance. Pour survivre, du fait du manque d'aides sociales, elles et ils sont contraint.es de se diriger vers les banques alimentaires ou les distributions associatives, et vers des stages à répétition et/ou des emplois ubérisés. Leur émancipation et leur autonomie sont repoussées à un temps plus propice, si, après un parcours du combattant, elles et ils peuvent décrocher un premier emploi.

Une solidarité nationale doit être remise en place. Elle passe pour commencer par l'extension du RSA aux moins de 25 ans et serait un véritable filet de sécurité contre une précarité dont il est toujours difficile de se relever. Ce bouclier contre l'exclusion sociale serait aussi un moyen d'entrer dans la vie active.

Mais un revenu minimum sous conditions n'est pas encore le RUE. Pour répondre aux défis sociaux, écologiques et démocratiques, pour poser les bases d'un autre monde, qui transforme en profondeur la société, nous travaillons à un projet global. Le Revenu universel d'existence en est la base.